

IL CONCERNE ESSENTIELLEMENT LA ZONE AFRIQUE

Mouvement partiel dans le corps diplomatique

**C'est sans faire trop de bruit que le ministère des Affaires étrangères a été chargé de procéder, tout récemment, à un mouvement partiel dans le corps diplomatique, avons-nous appris de source bien informée. Un mouvement qui touche essentiellement la zone Afrique.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Les changements ont concerné, selon notre source, les postes d'ambassadeur restés vacants à Abuja (Nigeria) et Kinshasa (République démocratique du Congo) en plus de celui de Baghdad (Irak). Dans le même temps, l'ancien ambassadeur d'Algérie à Adis-Abeba, en Ethiopie, a été nommé, lui, comme nouvel ambassadeur d'Algérie à Pretoria, en Afrique du Sud, tandis que le diplomate qui occupait ce

poste est désormais nommé, lui, à Maputo, au Mozambique. Comme c'est d'usage dans les mœurs diplomatiques, toutes ces nominations ne seront officielles qu'après l'obtention par chacun des diplomates en question de l'agrément de l'Etat où il sera appelé à exercer. Soit. Cela n'empêche pas qu'un vrai malaise est provoqué par ce mouvement, comme à chaque fois depuis des années, parmi la communauté des diplomates. Selon notre source,



Le ministère des Affaires étrangères procédera à des changements dans le corps diplomatique.

Photo : NewPress

Cette façon «tiers-mondiste» de concevoir le métier d'ambassadeur, l'Algérie la paye toutefois cash à chaque fois qu'elle a affaire à une crise majeure : au Sahel, où des bouleversements historiques sont en cours et dont les conséquences sur notre pays sont immédiates, nos représentations diplomatiques ne se sont jamais fait entendre ! Idem durant toute la crise libyenne.

Récemment encore, et alors que la Tunisie est brutalement secouée à la suite de l'assassinat de l'opposant de gauche Chokri Belaïd, sombrant dans la plus grave crise politique de son histoire, notre ambassadeur à Tunis, Abdelkader Hadjar, était, lui, à Alger en train de mener une guerre en coulisses pour succéder à Abdelaziz Belkhadem à la tête du FLN ! Combien de fois encore, durant des années, un simple déserteur sans grade de l'armée algérienne ou d'insignifiants militants islamistes ou même des terroristes pris en charge par des officines étrangères, arrivaient à faire plus de bruit à l'étranger, plus que toutes nos représentations diplomatiques, pourtant pléthoriques ? Avec des diplomates dignes de ce nom, le «qui-tue-qui ?» n'aurait sans doute jamais existé et fait autant de mal au pays...

K. A.

La grève du personnel paralyse le ministère

Sur un autre plan, le bras de fer se poursuit entre l'administration du ministère des Affaires étrangères et le syndicat autonome des personnels (des affaires étrangères). Ledit syndicat, qui représente l'ensemble des employés du ministère et non pas les diplomates, paralyse le ministère depuis quelques jours par une grève qu'il a décidé de reconduire, mardi dernier. Cette grève, que l'administration juge illégale, est porteuse de revendications strictement socioprofessionnelles qui n'ont rien à voir avec le corps des diplomates. Il s'agit essentiellement de la revalorisation des salaires, les nominations à l'étranger, les bourses au profit des agents du ministères, la titularisation des contractuels, etc. N'empêche, c'est une grève qui paralyse ce ministère de souveraineté à un moment où l'Algérie vit au rythme d'un ballet diplomatique sans précédent.

K. A.

DÉRIVES DE L'APPAREIL  
JUDICIAIRE

Des révélations  
attendues aujourd'hui  
à la cour d'Alger

L'affaire qui oppose le magistrat Abdallah Haboul aux magistrats du Conseil d'Etat Atika Ferkani, Farouk Ghanem, Ahmed Djeloul, Farida Bouaroudj et Fafa Sayed Lakhdar repasse aujourd'hui devant la chambre civile de la cour d'Alger. Une audience qui sera consacrée aux plaidoiries des avocats.

Une source au fait du dossier annonce des révélations de la part des avocats du magistrat Abdallah Haboul. «Des faits inédits seront révélés au sujet de l'implication dans cette affaire de Tayeb Belaïz, alors ministre de la Justice, et de l'actuelle présidente du Conseil d'Etat, Hani Fella.

L'opinion publique connaîtra enfin la teneur réelle de la jurisprudence sur laquelle se sont appuyés les cinq magistrats du Conseil d'Etat pour rejeter le recours introduit par Abdallah Haboul», indique notre source. Notons que durant les trois dernières audiences, aucun des cinq prévenus ne s'est présenté et ne s'est fait représenter par un avocat.

T. H.

LEURS INSTANCES SONT ACTUELLEMENT BLOQUÉES

Statu quo au FLN et au RND

**Le Front de libération nationale et le Rassemblement national démocratique sont tous deux confrontés à une situation de blocage de leurs instances dirigeantes.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - «C'est le statu quo, plus rien n'avance.» La sentence est de Abbas Mekhalif, représentant de la mouhafadha de Skikda au sein du comité central du Front de libération nationale. «Le décès soudain de Abderrezak Bouhara, en plus d'être une perte douloureuse, a mis fin à une solution de sortie de crise au FLN», explique Mekhalif. Pour Mohamed Séghir Kara, Abderrezak Bouhara bénéficiait de la confiance de l'ensemble des parties. «Aujourd'hui, il nous sera difficile de trouver une personnalité consensuelle.

Des discussions reprennent timidement. Mais nous constatons déjà le manque de volonté dont font preuve certains individus. Il suffit de lire la polémique qui oppose les ex-membres du bureau politique par presse interposée», note le porte-parole du Mouvement de redressement et de l'authenticité du FLN. Selon lui, la solution qui pourrait être envisagée serait la constitution d'une direction collégiale.

«Les prochaines discussions devraient tourner autour de l'option d'un directoire au sein duquel siègeraient les représentants de toutes les parties. A mon avis, c'est la seule solution en attendant l'organisation d'un congrès extraordinaire et l'élection d'un nouveau secrétaire général et de nouvelles instances.»

Cette situation de statu quo, le Rassemblement national démocratique la subit également. Le processus de règlement du conflit initié lors de la désignation de Abdelkader Bensalah comme successeur à Ahmed Ouyahia n'a été que de courte durée.

Cela fait exactement un mois que le président du Conseil de la nation a été installé au poste de secrétaire général par intérim du RND. Mais ce dernier semble avoir des difficultés à remplir la mission qui lui a été confiée par les membres du conseil national : préparer le prochain congrès avant le mois de juin prochain. Au début du mois de février, Bensalah a rencontré les coordinateurs de wilaya ainsi que les parlementaires. Depuis, plus rien.

En plus de cette paralysie, les tensions entre les redresseurs et les proches

de l'ancien secrétaire général restent une réalité au sein du RND. L'affaire de la nomination d'un chef de cabinet «pro-Ouyahia» pour assister Abdelkader Bensalah avait provoqué une levée de boucliers parmi les membres du Redressement. Mais pour certains, la période actuelle constitue une «pause» avant le lancement du processus de préparation du congrès. «Les réunions pour l'élaboration des dispositions qui seront présentées lors du congrès, débiteront dès la semaine prochaine.

Pour ce qui est du conflit entre les deux parties, nous constatons une accalmie», indique un responsable du RND proche de Yahia Guidoum qui a souhaité garder l'anonymat. Selon lui, l'affaire du chef de cabinet n'est qu'un «détail». «C'est déjà de l'histoire ancienne», a-t-il souligné. Quant au rôle de Abdelkader Bensalah, notre interlocuteur estime que ses obligations en qualité de président du Conseil de la nation l'ont empêché, ces dernières semaines, de se consacrer pleinement au RND. Une remarque qui soulève une interrogation : Bensalah était-il réellement l'homme de la situation ?

T. H.

SITES NON ASSAINIS, DÉGÂTS SOUS-ESTIMÉS ET VICTIMES NON ENCORE QUANTIFIÉES

Les essais nucléaires français dans le Sahara algérien continuent de faire des ravages

**Comme chaque 13 février, des universitaires et membres de la Société civile sont intervenus hier à Alger, pour rappeler les conséquences des essais nucléaires français au Sahara algérien et exiger de la France d'indemniser correctement les victimes. D'une année à l'autre, les irradiations continuent néanmoins de faire des ravages...**

**Lyas Hallas - Alger (Le Soir)** - Sachant que les issues des tunnels abritant les installations nucléaires à Reggane et à In Ekker, dans la wilaya d'Adrar, n'avaient été que bétonnées, l'Algérie ne dispose pas de système de surveillance géo-mécanique comme en Polynésie et donc, d'aucun moyen pour suivre l'évolution de ces murs. Sachant que trente-six «cancers» sont dus à la radioactivité, celui du sein entre autres qui touche les femmes algériennes à 40 ans — l'Algérie enregistre l'incidence la plus

précoce au monde —, pas le moindre centre de dépistage n'a été installé dans la région où ont eu lieu les explosions nucléaires entre 1960 et 1966. Il serait grand temps que le gouvernement intervienne. «La gerboise bleue a causé un véritable désastre écologique dont les irradiations ont été détectées à près de 1 000 Km à la ronde. D'autres explosions ont suivi, 57 en tout, et ce, jusqu'en 1966. Or, les sites d'expérimentation n'ont pas été assainis convenablement. Les tunnels abritant les laboratoires ont été bétonnés, les équipements contaminés enfouis à une faible profondeur tandis que d'autres ont été abandonnés à l'air libre. Des équipements qui ont fait de nouvelles victimes algériennes après l'indépendance, civiles et militaires. Constatant les déformations génétiques des victimes humaines, animales et même végétales, les gens de Reggane et In Ekker vivent toujours dans la terreur de se voir contaminés.», a esti-

mé Amar Mansouri, un chercheur en génie nucléaire qui a travaillé sur le sujet.

«Avant de demander à la France d'indemniser des victimes, il y a beaucoup de choses à faire ici, à notre niveau. L'Algérie compte 250 000 cancéreux, elle enregistre une incidence de l'ordre de 41 000 par an dont 10 000 cas de cancer du sein, 3 500 femmes en meurent. Or, atteinte d'un cancer du sein à 40 ans est une spécificité algérienne, car ce cancer ne touche que les femmes de 50 ans et plus. A Adrar, nous n'avons aucun moyen pour définir si ce cancer est dû à la radioactivité, et si les contaminations se limitent aux gens d'Adrar ou concernent d'autres régions du pays.», a regretté la présidente de l'association «Amel» d'aide aux cancéreux, Mme Hamida Kettab. Amar Mansouri et Hamida Kettab sont intervenus hier au forum d'Ech-chaab lors d'une conférence portant sur le thème des essais nucléaires fran-

çais. Ainsi, une ville «scientifique» a été implantée dans le Sahara algérien où ont été affectés 6 500 soldats et scientifiques français et 3 500 prisonniers algériens pour les besoins de la gestion de cette ville. Lors des essais, les scientifiques ont recouru même à des cobayes humains. Il n'y a pas de statistiques fiables concernant les victimes et on ne sait toujours pas à combien s'élève le nombre de victimes réellement contaminées. La France a reconnu sa responsabilité dans l'irradiation des victimes de ses essais nucléaires et une loi dite «Morin» a été promulguée en 2010 pour les indemniser. Une loi que contestent les victimes à cause de la présomption de causalité stricte établie par cette loi. 782 victimes algériennes ont déposé des dossiers pour bénéficier de ces indemnisations, 400 dossiers seulement ont été examinés dont 391 rejetés, soit 95 %.

L. H.